



COMPAGNIE GENERALE DE GEOPHYSIQUE-VERITAS

Rapport financier semestriel du 1^{er} semestre 2012

27 juillet 2012

TABLE DES MATIERES

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2012	4
CONSIDERATIONS PROSPECTIVES	5
PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES	6
Comptes de résultat trimestriels et semestriels consolidés non audités au 30 juin 2012 et 2011.....	6
Comptes de résultat global consolidés pour les périodes closes au 30 juin 2012 et 2011	8
Bilans consolidés au 30 juin 2012 non audités et au 31 décembre 2011	9
Tableaux de flux de trésorerie consolidés non audités pour les périodes closes au 30 juin 2012 et 2011	10
Variation des capitaux propres consolidés pour les périodes closes au 30 juin 2012 et 2011.....	11
Notes annexes aux comptes consolidés non audités	12
PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS	24
PARTIE 3 : PROCEDURES ET CONTROLES RELATIFS A LA COMMUNICATION D'INFORMATION	33

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 22 à 32 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice,

Le 27 juillet 2012

Jean-Georges MALCOR
Directeur Général

Stéphane-Paul FRYDMAN
Directeur Financier du Groupe

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société CGGVeritas, relatifs à la période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 26 juillet 2012

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Xavier CHARTON

Jean-Marc DESLANDES

Pierre JOUANNE

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'évènements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- L'impact du contexte économique et de crédit, y compris sur nos clients et fournisseurs;
- Les risques sociaux, politiques et économiques liés aux opérations de CGGVeritas ;
- La capacité à développer une stratégie intégrée pour CGGVeritas ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- L'impact de la variation des coûts du carburant dans les acquisitions de la Marine ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGGVeritas ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité à avoir les assurances adéquates ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certain des contrats en carnet de commande par nos clients;
- Les effets de la concurrence ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- Les coûts de conformité aux réglementations sur l'environnement, la santé et la sécurité ;
- Le montant substantiel de l'endettement de CGGVeritas et des ratios financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGGVeritas ;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 20 avril 2012. Ce document est disponible sur le site internet www.cggveritas.com. Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 38 31 ou en envoyant un mail à invrelparis@cggveritas.com ou invrelhouston@cggveritas.com ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG Veritas – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

PARTIE I : COMPTES CONSOLIDES

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	2ème trimestre	
	2012	2011 (retraité)
Chiffres d'affaires	831,0	750,7
Autres produits des activités ordinaires.....	0,9	0,8
Total produits des activités ordinaires	831,9	751,5
Coût des ventes.....	(654,1)	(648,1)
Marge brute	177,8	103,4
Coûts nets de recherche et développement.....	(22,7)	(17,9)
Frais commerciaux et administratifs.....	(24,6)	(21,7)
Frais généraux.....	(45,8)	(48,7)
Autres produits et charges, nets.....	(0,1)	(0,3)
Résultat d'exploitation	84,6	14,8
Coût de l'endettement financier brut.....	(39,2)	(51,6)
Produits financiers sur la trésorerie.....	0,5	0,7
Coût de l'endettement financier net	(38,7)	(50,9)
Autres produits (charges) financiers.....	4,7	(3,7)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	50,6	(39,8)
Impôts différés sur les variations de change.....	(2,8)	1,1
Autres impôts sur les bénéfices.....	(24,1)	(5,3)
Total impôts sur les bénéfices	(26,9)	(4,2)
Résultat net des entreprises intégrées	23,7	(44,0)
Résultat des sociétés mises en équivalence.....	10,1	5,7
Résultat net de l'ensemble consolidé	33,8	(38,3)
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires.....	\$ 29,4	(41,5)
Actionnaires ⁽¹⁾	€ 22,4	(29,5)
Participations ne donnant pas le contrôle.....	\$ 4,4	3,2
Nombre moyen pondéré d'actions émises.....	151 932 036	151 806 882
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options.....	578 040	(2)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites.....	678 850	(2)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles.....	(3)	(3)
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif..	153 188 926	151 806 882
Résultat net par action		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
– Base.....	\$ 0,19	(0,27)
– Base.....	€ 0,15	(0,19)
– Dilué.....	\$ 0,19	(0,27)
– Dilué.....	€ 0,15	(0,19)

(1) Correspond au résultat du 1^{er} semestre en euros moins le résultat du 1^{er} trimestre en euros.

(2) Dès lors que le résultat de la période était une perte, les plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous condition de performance avaient un effet accréitif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

(3) Les obligations convertibles avaient un effet accréitif (augmentation du bénéfice net par action) ; par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination du résultat dilué par action.

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	6 mois clos le 30 juin	
	2012	2011 (retraité)
Chiffres d'affaires	1 617,6	1 479,3
Autres produits des activités ordinaires.....	2,1	1,7
Total produits des activités ordinaires	1 619,7	1 481,0
Coût des ventes.....	(1 303,3)	(1 281,0)
Marge brute	316,4	200,0
Coûts nets de recherche et développement.....	(44,5)	(38,0)
Frais commerciaux et administratifs.....	(46,6)	(40,2)
Frais généraux.....	(92,9)	(95,7)
Autres produits et charges, nets.....	6,0	11,8
Résultat d'exploitation	138,4	37,9
Coût de l'endettement financier brut.....	(78,7)	(96,5)
Produits financiers sur la trésorerie.....	1,4	1,2
Coût de l'endettement financier net	(77,3)	(95,3)
Autres produits (charges) financiers.....	1,4	(18,4)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	62,5	(75,8)
Impôts différés sur les variations de change.....	-	6,3
Autres impôts sur les bénéfices.....	(45,9)	(13,4)
Total impôts sur les bénéfices	(45,9)	(7,1)
Résultat net des entreprises intégrées	16,6	(82,9)
Résultat des sociétés mises en équivalence	13,7	7,7
Résultat net de l'ensemble consolidé	30,3	(75,2)
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires.....	\$ 20,7	(82,2)
Actionnaires ⁽¹⁾	€ 15,8	(58,5)
Participations ne donnant pas le contrôle.....	\$ 9,6	7,0
Nombre moyen pondéré d'actions émises.....	151 898 100	151 684 340
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options.....	658 216	(2)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites.....	678 850	(2)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles.....	(3)	(3)
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif..	153 235 166	151 684 340
Résultat net par action		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
- Base.....	\$ 0,14	(0,54)
- Base.....	€ 0,10	(0,38)
- Dilué.....	\$ 0,14	(0,54)
- Dilué.....	€ 0,10	(0,38)

(1) Converti au taux moyen de 1,308 dollars US et 1,406 dollars US respectivement au 30 juin 2012 et 2011.

(2) Dès lors que le résultat de la période était une perte, les plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous condition de performance avaient un effet accrétif (augmentation du bénéfice net par action). Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

(3) Les obligations convertibles avaient un effet accrétif (augmentation du bénéfice net par action) ; par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination du résultat dilué par action.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRE CONSOLIDE NON AUDITE

Montants en millions de dollars US	Au 30 juin	
	2012	2011 (retraité)
Résultat net de l'ensemble consolidé	30,3	(75,2)
Produits (charges) sur couverture des flux de trésorerie.....	3,1	0,8
Impôts	(1,1)	(0,3)
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie	2,0	0,5
Produits (charges) sur écarts actuariels des plans de retraite	–	1,1
Impôts	–	(0,4)
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	–	0,7
Variation de l'écart de conversion	(24,1)	40,3
Quote-part de variation du résultat global des sociétés mises en équivalence, nette d'impôts	1,5	4,4
Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts	(20,6)	45,9
Etat du résultat global consolidé de la période	9,7	(29,3)
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i>	0,3	(37,2)
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	9,4	7,9

Les autres éléments du résultat global consolidé ne seront pas reclassés au compte de résultat les exercices suivants.

BILANS CONSOLIDES

	30 juin 2012 (non audité)	31 décembre 2011 (retraité)
Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire		
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	318,8	531,4
Clients et comptes rattachés	896,8	876,0
Stocks et travaux en cours	393,5	361,5
Créances d'impôt.....	98,1	119,4
Autres actifs courants	162,9	157,0
Actifs détenus en vue de la vente, nets	21,3	64,5
Total actif courant	1 891,4	2 109,8
Impôts différés actif.....	187,7	188,8
Participations et autres immobilisations financières	50,6	24,7
Sociétés mises en équivalence	140,6	131,7
Immobilisations corporelles, nettes	1 230,0	1 183,2
Immobilisations incorporelles, nettes	930,2	865,1
Ecarts d'acquisition des entités consolidées	2 708,9	2 688,2
Total actif non-courant	5 248,0	5 081,7
TOTAL ACTIF	7 139,4	7 191,5
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Concours bancaires court terme	4,1	6,0
Dettes financières – part court terme	54,8	64,5
Fournisseurs et comptes rattachés	455,5	386,4
Dettes sociales	163,6	185,7
Impôts sur les bénéficiaires à payer	80,9	159,7
Acomptes clients	22,2	51,0
Provisions – part court terme.....	28,3	34,6
Autres passifs courants	302,6	272,3
Total passif courant	1 112,0	1 160,2
Impôts différés passif	104,7	110,8
Provisions – part long terme.....	97,0	106,7
Dettes financières – part long terme	1 859,5	1 871,6
Autres passifs non courants	41,1	49,8
Total dettes et provisions non-courantes	2 102,3	2 138,9
Capital social : 251 651 010 actions autorisées et 151 972 073 émises au nominal de 0,40 € au 30 juin 2012 et 151 861 932 au 31 décembre 2011	79,8	79,8
Primes d'émission et d'apport	2 669,9	2 669,3
Réserves	1 138,8	1 161,1
Autres réserves	5,1	(17,0)
Titres d'autocontrôle	(20,6)	(20,6)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère	20,7	(28,2)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres	(7,8)	(11,5)
Ecarts de conversion.....	(51,7)	(27,6)
Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère	3 834,2	3 805,3
Participations ne donnant pas le contrôle	90,9	87,1
Total capitaux propres	3 925,1	3 892,4
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	7 139,4	7 191,5

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

	6 mois clos le 30 juin	
	2012	2011 (retraité)
Montants en millions de dollars US		
EXPLOITATION		
Résultat net (y compris participations ne donnant pas le contrôle)	30,3	(75,2)
Amortissements et dépréciations	170,0	168,5
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	144,9	97,8
Amortissements et dépréciations des études multi-clients capitalisés	(22,4)	(6,7)
Augmentation (diminution) des provisions	(10,8)	(9,4)
Charges liées aux stock-options	9,1	7,2
Plus ou moins values de cessions d'actif	(7,9)	(4,6)
Résultat des mises en équivalence	(13,7)	(7,7)
Dividendes reçus	22,1	6,9
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	0,8	0,5
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt	322,4	177,3
Annulation du coût de la dette financière	77,3	95,3
Annulation de la charge d'impôt	45,9	7,1
Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt	445,6	279,7
Impôt décaissé	(84,4)	(48,9)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement	361,2	230,8
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>		
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	(39,7)	207,0
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(27,9)	(45,8)
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	(4,8)	20,2
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	52,4	(52,7)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(51,4)	1,7
- impact du change sur les actifs et passifs financiers	6,3	(1,0)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	296,1	360,2
INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations (hors études multi-clients)	(213,2)	(157,1)
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients	(157,4)	(82,7)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	2,5	6,0
Plus ou moins values sur immobilisations financières	11,8	4,5
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise	(52,5)	(0,7)
Effets des variations de périmètre	-	(0,1)
Variation des avances reçues	0,6	1,1
Variation des subventions d'investissement	(1,2)	-
Variation des autres actifs financiers non courants	(0,7)	0,9
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(410,1)	(228,1)
FINANCEMENT		
Remboursement d'emprunts	(47,3)	(1 048,6)
Nouveaux emprunts	39,2	1 069,8
Paiement du principal des contrats de crédit-bail	(17,1)	(27,7)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires	(1,9)	(2,1)
Charges d'intérêt payées	(61,7)	(62,5)
<i>Augmentation de capital :</i>		
- par les actionnaires de la société mère	0,6	3,2
- par les participations ne donnant pas le contrôle	-	-
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>		
- aux actionnaires	-	(0,1)
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées	(5,6)	(3,9)
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle	-	-
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	(93,8)	(71,9)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	(4,8)	11,2
Variation de trésorerie	(212,6)	71,4
Trésorerie à l'ouverture	531,4	448,8
Trésorerie à la clôture	318,8	520,2

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

(Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission Et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement Enregistré en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2011 (retraité)	151 506 109	79,6	2 666,3	1 052,6	(21,4)	(20,6)	(4,7)	6,2	3 758,0	77,1	3 835,1
Augmentations de capital	343 792	0,2	3,0						3,2		3,2
Dividendes				(0,1)					(0,1)	(3,9)	(4,0)
Résultat net.....				(82,2)					(82,2)	7,0	(75,2)
Paiements fondés sur des actions.....				7,2					7,2		7,2
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)				0,7					0,7		0,7
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2).....							4,9		4,9		4,9
Variation de l'écart de conversion(3).....								39,4	39,4	-0,9	40,3
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)				0,7			4,9	39,4	45,0	0,9	45,9
Emission d'obligations convertibles, nette d'impôt différé.....				81,6					81,6		81,6
Ecart de conversion de la maison-mère.....					(38,2)				(38,2)		(38,2)
Variation de périmètre et autres.....				1,4					1,4		1,4
Au 30 juin 2011 (retraité)	151 849 901	79,8	2 669,3	1 061,2	(59,6)	(20,6)	0,2	45,6	3 775,9	81,1	3 857,0

(Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission Et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement Enregistré en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2012 (retraité)	151 861 932	79,8	2 669,3	1 132,9	(17,0)	(20,6)	(11,5)	(27,6)	3 805,3	87,1	3 892,4
Augmentations de capital	110 141	-	0,6						0,6		0,6
Dividendes				20,7					-	(5,6)	(5,6)
Résultat net.....				9,1					20,7	9,6	30,3
Paiements fondés sur des actions.....				-					9,1		9,1
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)				-					-		-
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2).....							3,5		3,5		3,5
Variation de l'écart de conversion(3).....							0,2	(24,1)	(23,9)	(0,2)	(24,1)
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)							3,7	(24,1)	(20,4)	(0,2)	(20,6)
Ecart de conversion de la maison-mère.....					22,1				22,1		22,1
Variation de périmètre et autres.....				(3,2)					(3,2)		(3,2)
Au 30 juin 2012	151 972 073	79,8	2 669,9	1 159,5	5,1	(20,6)	(7,8)	(51,7)	3 834,2	90,9	3 925,1

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

**NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES
(NON AUDITEES)**

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

La Compagnie Générale de Géophysique-Veritas, S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe »), est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires du Groupe sont établis conformément à la norme IAS34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par la Commission Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Conseil d'Administration du 26 juillet 2012 pour publication.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Les Etats Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Changement de devise de présentation

Le 1er janvier 2012, le Groupe a changé la devise de présentation de ses états financiers consolidés de l'euro au dollar US afin de mieux refléter le profil des produits, des coûts et des flux de trésorerie qui sont principalement générés en dollar US, et ainsi, permettre de mieux figurer sa performance financière.

Un changement de devise de présentation constitue un changement de méthode comptable, et à ce titre, les états financiers historiques ont été retraités de l'euro au dollar US.

Les écarts de conversion cumulés, remis à zéro au 1^{er} janvier 2004 lors de la transition aux IFRS, sont présentés comme si le Groupe avait appliqué le dollar US comme devise de présentation depuis cette date.

La devise fonctionnelle de la maison-mère demeure l'euro. Les écarts de conversion provenant de la maison-mère sont présentés en autres réserves.

Les principaux retraitements liés au changement de devise de présentation de l'euro au dollar US sont présentés comme suit (en millions):

	Comptes consolidés historiques 31/12/11 en euros	Comptes consolidés historiques 31/12/11 convertis en dollar US ⁽¹⁾	Retraitements ⁽²⁾	Comptes consolidés 31/12/11 retraités en dollar US
Capital, primes, réserves et autres	2 883,1	3 730,5	+102,4	3 832,9
Ecarts de conversion	55,8	72,2	(99,8)	(27,6)
Capitaux propres – attribuables aux actionnaires de CGGVeritas	2 938,9	3 802,7	+2,6	3 805,3

⁽¹⁾ Conversion au taux de clôture €/U.S.\$ de 1, 2939

⁽²⁾ Ecarts entre les taux historiques et le taux de clôture de 1.2939 U.S.\$ pour 1 euro, y compris écarts de conversion de la maison-mère de (17) millions de dollars US classés en autres réserves.

Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2011, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2011 déposé auprès de la SEC le 20 avril 2012 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- Amendement d'IFRS 7 — Informations à fournir : transferts d'actifs financiers — adopté par l'Union Européenne en novembre 2011 et applicable au 1^{er} janvier 2012

L'adoption de cette norme n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2012.

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne mais non obligatoires à savoir :

- Amendement d'IAS 19 — Avantages du personnel
- Amendement d'IAS 1 — Présentation des états financiers — présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2011 :

- Amendement d'IAS 12 — Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents
- IFRS 9 — Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers
- IFRS 10 — Etats financiers consolidés
- IFRS 11 — Partenariats
- IFRS 12 — Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- IFRS 13 — Evaluation à la juste valeur
- Amendement d'IAS 28 — Participations dans des entreprises associées et des coentreprises
- Amendement d'IAS 32 et IFRS 7 — Compensation des actifs financiers et des passifs financiers
- Améliorations annuelles (2009-2011)

La revue de ces normes, amendements et interprétations est en cours actuellement afin de mesurer l'impact potentiel sur les comptes consolidés.

Jugements et utilisation d'estimations

Les jugements et hypothèses utilisés dans les états financiers sont résumés dans le tableau suivant:

<u>Jugements et estimations</u>	<u>Hypothèses clés</u>
Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Caractère recouvrable des créances client	Estimation du risque de défaillance des clients
Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Taux de marge attendu par catégorie d'études Durée d'utilité des études multi-clients
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Durée d'utilité des actifs
Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Perspectives industrielles du marché de la géophysique Taux d'actualisation (WACC)
Avantages postérieurs à l'emploi	Taux d'actualisation Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi Taux d'inflation
Provisions pour risques, charges et litiges	Rendement attendu des actifs du régime Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le groupe est partie prenante
Reconnaissance du revenu	Estimation de l'avancement des contrats Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
Coûts de développement	Estimation des avantages futurs des projets
Impôts différés actifs	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

— Etudes multi-clients

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé des préfinancements et de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

Préfinancements — d'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans le bilan en « Acomptes clients ».

Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet.

Après-ventes — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non-exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande est négligeable.

Si le contrat comporte de multiples éléments, le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation contractuelle. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque élément.

Après-ventes sur des contrats multi-blocs — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et a sélectionné les blocs, et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande magnétique est négligeable.

— Etudes exclusives

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement, pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque ces services sont contractuellement exécutés selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat apprécié sur la base de coûts engagés en fonction de la réalisation effective de la prestation de services sur les coûts totaux lorsque ceux-ci peuvent être estimés de façon fiable.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement soient atteints.

— *Vente de matériel*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

— *Vente de logiciels et de matériel informatique*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque section.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support-clients » post livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

— *Autres prestations géophysiques*

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

— *Programmes de fidélisation des clients*

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs. Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie.

Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. L'éventualité de dépréciation à constater est ré-examinée de manière courante et au niveau pertinent en matière de données multi-client (études indépendantes). Le Groupe examine à chaque clôture la librairie des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendants).

Les études multi-clients sont amorties sur la période attendue de commercialisation des données en appliquant au chiffre d'affaires comptabilisé un taux d'amortissement en fonction de la catégorie d'étude. Le Groupe utilise généralement des taux d'amortissement de 50 %, 65 %, 75 %, 80 % ou 83 % qui correspondent au rapport des coûts totaux estimés par le chiffre d'affaires total estimé, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes.

Pour toute catégorie d'études et à compter de la date de livraison, un amortissement linéaire minimum sur une période de cinq ans est pratiqué lorsque le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à cet amortissement. Concernant les études multi-clients Marine au Brésil et compte-tenu des reports répétés d'attribution des licences, la durée

d'amortissement linéaire minimum a fait l'objet d'un changement d'estimation et a été étendue à 7 ans de façon prospective à compter du 1^{er} avril 2012.

Les études multi-clients acquises dans le cadre de la fusion avec Veritas et ayant fait l'objet d'une révision de valeur nette comptable dans le cadre du processus d'allocation du prix d'acquisition sont amorties sur la base de 65 % du chiffre d'affaires et dépréciées étude par étude en cas d'indication de perte de valeur.

Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur 5 ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

NOTE 2 - ACQUISITIONS ET CESSIONS

Sercel – Acquisition de GRC

Le 17 janvier 2012, Sercel a acquis l'ensemble des actifs de Geophysical Research Company ("GRC") pour un montant de 66 millions de dollars US (y compris un earn-out de 17 millions de dollars US). Un écart d'acquisition provisoire ajusté de 21 millions de dollars US a été enregistré.

Basée à Tulsa, Oklahoma (USA) et créée en 1925 par Amerada Petroleum Corporation, GRC est un fournisseur de premier rang d'outils de puits et de sondes pour l'industrie pétrolière.

PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited

Le 27 mars 2012, le Groupe a contribué à la joint-venture PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited en apportant son navire sismique 3D de haute capacité, *Amadeus*. Cette joint-venture, détenue à hauteur de 51% par PTSC et 49% par CGGVeritas, est mise en équivalence depuis cette date.

NOTE 3 – CAPITAL SOCIAL ET PLAN D'OPTIONS

Au 30 juin 2012, le capital social de CGGVeritas S.A. se composait de 151 972 073 actions ordinaires de valeur nominale de 0,40 €.

Nouveaux plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous conditions de performance

Le Conseil d'administration du 26 juin 2012 a décidé d'attribuer :

- 200 000 options de souscription d'actions au Directeur Général et 100 000 options à chacun des Directeurs Généraux Délégués. Le prix d'exercice desdites options est de 18,774 €. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en

juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance. Les options ont une durée de 8 ans.

- 420 000 options de souscription d’actions aux membres du Comité Exécutif. Le prix d’exercice desdites options est de 18,774 €. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance. Les options ont une durée de 8 ans.
- 590 625 options de souscription d’actions à certains salariés du Groupe. Le prix d’exercice desdites options est de 18,774 €. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées). Les options ont une durée de 8 ans.
- 27 500 actions gratuites sous conditions de performance au Directeur Général, 11 250 actions gratuites sous conditions de performance à chacun des Directeurs Généraux Délégués, 57 000 actions gratuites sous conditions de performance aux membres du Comité Exécutif et 409 550 actions gratuites sous conditions de performance à certains salariés du Groupe. Ces actions gratuites sous conditions de performance seront allouées au plus tard le 26 juin 2014 ou à la date de l’Assemblée générale des actionnaires d’approbation des comptes 2013, et après constatation par le Conseil d’Administration de la réalisation des conditions de performance.

Les principales hypothèses pour évaluer ce nouveau plan d’attribution de stock-options sont les suivantes:

- juste valeur: 5,98€
- volatilité: 42,0%
- taux sans risque: 1,23%

Le tableau qui suit résume l’information relative aux options non exercées au 30 juin 2012 :

Date de résolution du Conseil d’Administration	Options attribuées	Options non exercées au 30/06/12	Prix d’exercice par action	Date d’expiration	Durée de vie résiduelle
11 mai 2006	1 012 500	951 095	26,26€	10 mai 2014	22,3 mois
23 mars 2007	1 308 750	1 164 000	30,40€	22 mars 2015	32,7 mois
14 mars 2008	1 188 500	1 079 340	32,57€	14 mars 2016	44,5 mois
16 mars 2009	1 327 000	940 044	8,82€	15 mars 2017	56,5 mois
6 janvier 2010	220 000	220 000	14,71€	6 janvier 2018	66,3 mois
22 mars 2010	1 548 150	1 440 918	19,44€	22 mars 2018	68,7 mois
21 octobre 2010	120 000	120 000	16,88€	21 octobre 2018	75,7 mois
24 mars 2011	1 164 363	1 100 490	25,48€	24 mars 2019	80,8 mois
26 juin 2012	1 410 625	1 410 625	18,77€	26 juin 2020	95,9 mois
Total	9 299 888	8 426 512			

Le tableau qui suit résume l’information relative à l’évolution des plans de stock-options :

(prix moyen d’exercice en euros)	30 juin 2012		30 juin 2011	
	Options	Prix moyen d’exercice	Options	Prix moyen d’exercice
Options non exercées en début de période	7 062 320	23,16	6 428 504	22,17
Attributions	1 410 625	18,77	1 164 363	25,48
Exercées	(42 566)	8,82	(306 792)	7,24
Echues non exercées.....	(3 867)	23,19	(79 829)	15,52
Options non exercées en fin de période	8 426 512	22,74	7 206 246	23,41
Options exerçables en fin d’exercice.....	5 721 921	16,11	4 535 303	16,11

Le cours moyen de l’action CGGVeritas s’est élevé à 20,55 € en 2012 et à 24,12 € en 2011.

NOTE 4 – DETTES FINANCIERES

La dette financière brute du groupe au 30 juin 2012 s'élève à 1 918,4 millions de dollars US. Elle s'élevait à 1 942,1 millions de dollars US au 31 décembre 2011.

NOTE 5 – CREANCES ET COMPTES RATTACHES

Le 25 juin 2012, le Groupe a signé un contrat d'affacturage avec le Crédit Agricole et a transféré des créances d'un montant total de 27,1 millions de dollars US. La juste valeur des intérêts relatifs au risque de non paiement de ces créances dans le délai de 30 jours n'est pas significative.

NOTE 6 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe. Les opérations du Groupe sont organisées en deux secteurs d'activité : les Services géophysiques et les Equipements géophysiques.

Depuis le 1^{er} juillet 2010, le Groupe est organisé en cinq divisions et opère dans deux secteurs d'activité distincts :

- Le secteur des Services géophysiques qui regroupe :
 - les contrats Marine : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - les contrats Terrestre : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - le Traitement, l'Imagerie et le Réservoir : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client) ;
 - les Multi-clients : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive.
- Le secteur des Equipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

Les ventes internes entre les deux secteurs d'activité sont effectuées à des prix proches de ceux du marché et concernent principalement des ventes de matériels effectuées par le secteur équipements géophysiques au secteur services géophysiques. Les ventes inter-secteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation, et présentés comme suit : (i) le résultat d'exploitation pour le secteur des Services est présenté après élimination des dépenses d'amortissement correspondantes aux dépenses en immobilisation entre le secteur des Equipements et celui des Services, (ii) les dépenses en immobilisation du secteur des Services sont présentées après élimination de la marge inter secteurs.

Le résultat opérationnel présenté inclut des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne "Éliminations et ajustements" dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs ne sont pas suivis par secteur et la gestion des financements et placements est principalement effectuée au niveau de la société-mère.

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client).

Analyse par Secteur d'activité

(En millions de dollar US)	Pour le trimestre clos le 30 juin 2012				Pour le trimestre clos le 30 juin 2011 (retraité)			
	Services	Equipe- ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services	Equipe- ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	599,4	231,6	–	831,0	532,7	218,0	–	750,7
Chiffre d'affaires inter secteurs ...	–	53,6	(53,6)	–	0,5	48,3	(48,8)	–
Chiffre d'affaires total	599,4	285,2	(53,6)	831,0	533,2	266,3	(48,8)	750,7
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(75,6)	(10,4)	–	(86,0)	(70,6)	(13,6)	–	(84,2)
Dotation aux amortissements multi-clients	(63,7)	–	–	(63,7)	(50,7)	–	–	(50,7)
Résultat d'exploitation	19,3	91,7	(26,4)^(a)	84,6	(29,1)	75,6	(31,7)^(a)	14,8
Résultat des sociétés mises en équivalence (b)	10,1	–	–	10,1	5,7	–	–	5,7
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (hors multi-clients) (c)	90,6	6,5	–	97,1	94,2	5,4	–	99,6
Acquisition multi-clients	91,1	–	–	91,1	45,0	–	–	45,0

(a) y compris les frais de siège s'élevant à 13,0 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2012 contre 14,2 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2011.

(b) dont respectivement 13,5 millions de dollars US et 5,5 millions de dollars US de résultats opérationnels au 30 juin 2012 et 2011.

(c) y compris (i) des équipements acquis en crédit-bail pour 12,7 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2011, (ii) des coûts de développement capitalisés pour 4,6 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2012 et 3,4 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2011 pour le secteur des Services et 2,3 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2012 contre 1,7 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2011 pour le secteur des Equipements.

(En millions de dollar US)	Pour le semestre clos le 30 juin 2012				Pour le semestre clos le 30 juin 2011 (retraité)			
	Services	Equipe- ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services	Equipe- ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	1 130,5	487,1	–	1 617,6	1 065,6	413,7	–	1 479,3
Chiffre d'affaires inter secteurs ...	–	145,9	(145,9)	–	0,5	127,6	(128,1)	–
Chiffre d'affaires total.....	1 130,5	633,0	(145,9)	1 617,6	1 066,1	541,3	(128,1)	1 479,3
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(149,1)	(20,9)	–	(170,0)	(142,8)	(25,7)	–	(168,5)
Dotation aux amortissements multi-clients.....	(144,9)	–	–	(144,9)	(97,8)	–	–	(97,8)
Résultat d'exploitation	11,6	207,2	(80,4)^(a)	138,4	(55,1)	170,3	(77,3)^(a)	37,9
Résultat des sociétés mises en équivalence (b)	13,7	–	–	13,7	7,7	–	–	7,7
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (hors multi-clients) (c).....	212,5	11,7	–	224,2	168,1	10,9	–	179,0
Acquisition multi-clients	179,8	–	–	179,8	89,4	–	–	89,4
Investissements dans les sociétés mises en équivalence.....	27,5	–	–	27,5	4,8	–	–	4,8
Actifs identifiables	5 788,9	1 549,3	(663,4)	6 674,8	5 698,9	1 183,0	(335,7)	6 546,2
Actifs non affectés aux activités ..	–	–	–	464,6	–	–	–	632,6
Total des actifs	–	–	–	7 139,4	–	–	–	7 178,8

(a) y compris les frais de siège s'élevant à 27,1 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2012 contre 28,4 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2011.

(b) dont respectivement 20,7 millions de dollars US et 7,4 millions de dollars US de résultats opérationnels au 30 juin 2012 et 2011.

(c) y compris (i) des équipements acquis en crédit-bail pour 15,9 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2011, (ii) des coûts de développement capitalisés pour 9,2 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2012 et 7,3 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2011 pour le secteur des Services et 4,9 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2012 contre 2,9 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2011 pour le secteur des Equipements.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total:

En millions de dollars US, excepté les pourcentages	Pour le trimestre clos le 30 juin			
	2012		2011 (retraité)	
Amérique du nord	130,3	16%	100,3	13%
Amérique latine.....	139,7	17%	163,3	22%
Europe, Afrique et Moyen Orient.....	300,6	36%	314,7	42%
Asie Pacifique	260,4	31%	172,4	23%
Total.....	831,0	100%	750,7	100%

	Pour le semestre clos le 30 juin			
	2012		2011 (retraité)	
En millions de dollars US, excepté les pourcentages				
Amérique du nord.....	325,8	20%	305,6	21%
Amérique latine.....	269,0	17%	277,1	19%
Europe, Afrique et Moyen Orient.....	560,5	35%	566,0	38%
Asie Pacifique.....	462,3	28%	330,6	22%
Total.....	1 617,6	100%	1 479,3	100%

NOTE 7 – ENGAGEMENTS ET LITIGES

Litiges et autres risques

Litige Sercel – ION

Le 17 février 2012, la Cour Fédérale Américaine a validé le jugement de la Cour du Texas du 16 février 2011 quant au litige entre Sercel et Ion Geophysical (« ION ») portant sur le brevet US N°5 852 242.

Une provision d'un montant de 12,8 millions de dollars US a été comptabilisée dans les comptes 2011 du Groupe au titre des 10,7 millions de dollars US et intérêts relatifs dû à ION. Les parties prenantes retourneront devant les tribunaux pour déterminer le montant des dommages supplémentaires relatifs aux ventes de systèmes SeaRay fabriqués à Houston. Le second procès est prévu le 5 février 2013.

Litige fiscal indien

En Janvier 2012, le « Delhi Income Tax Appellate Tribunal » a rendu une décision défavorable sur la base d'hypothèses que nous ne considérons pas refléter la situation actuelle du Groupe. CGGVeritas a l'intention de faire appel de cette décision auprès du « Nainital High Court ». Le Groupe estime que ce litige n'aura pas d'impact significatif sur notre position financière et nos résultats.

NOTE 8 - TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS LIÉES

Les transactions du Groupe avec des sociétés liées se font dans le cadre de contrats conclus aux conditions de marché.

	Au 30 juin	
	2012	2011
	(En million de dollars)	
Ventes de matériel géophysique à Argas.....	3,6	3,1
Location de matériel et prestations de conseil à Argas.....	5,6	7,7
Revenus d'affrètement de l' <i>Alizé</i> perçus de LDA.....	6,7	9,6
Location de matériel et prestations de services à PT Elnusa-CGGVeritas Seismic.....	5,0	1,7
Location de matériel et prestations de services à PTSC CGGV Geophysical Survey Company.....	7,1	-
Location de matériel et prestations de services à Yamoria Geophysical Ltd.....	3,0	-
Produits	<u>31,0</u>	<u>22,1</u>
Location et achat de matériel auprès d'Argas.....	2,4	4,1
Coûts d'affrètement de l' <i>Alizé</i> vis-à-vis de LDA.....	9,6	11,7
Coûts d'affrètement vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessels AS.....	7,3	7,5
Coûts d'affrètement vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS.....	7,7	-
Achats de prestations de services à CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS.....	35,0	-
Achats de prestations de services à PT Elnusa-CGGVeritas Seismic.....	7,3	-
Achats de matériel géophysique à Tronic's.....	4,9	4,9
Achat de prestations de services à PTSC CGGV Geophysical Survey Company.....	12,5	-
Achat de prestations de services à Gardline CGGV Pte Ltd.....	3,2	-
Charges	<u>89,9</u>	<u>28,2</u>
Créance commerciale sur Argas.....	5,5	6,5
Créance commerciale sur PT Elnusa-CGGVeritas Seismic.....	14,4	1,7
Créance commerciale sur Spectrum ASA.....	8,1	-
Créance commerciale sur PTSC CGGV Geophysical Survey Company.....	6,6	-
Avances payées à CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS, nettes des dettes commerciales....	11,8	-
Créance commerciale sur LDA.....	9,9	1,4
Clients et comptes rattachés	<u>56,3</u>	<u>9,6</u>
Prêts accordés à Eidesvik Seismic Vessel AS.....	-	15,9
Prêts accordés à Oceanic Seismic Vessel AS.....	-	5,9
Prêts accordés à PTSC CGGV Geophysical Survey Company.....	26,4	-
Prêts et avances consenties	<u>26,4</u>	<u>21,8</u>
Dettes commerciales vis-à-vis d'Argas.....	0,8	0,7
Dettes commerciales vis-à-vis de LDA.....	8,1	5,3
Dettes commerciales vis-à-vis de Tronics.....	0,8	1,6
Dettes commerciales vis-à-vis de Gardline CGGV Pte Ltd.....	3,2	-
Dettes commerciales vis-à-vis de Spectrum ASA.....	3,9	-
Dettes commerciales vis-à-vis de PTSC CGGV Geophysical Survey Company.....	12,5	-
Dettes commerciales vis-à-vis de PT Elnusa CGGVeritas Seismic.....	9,4	-
Fournisseurs et comptes rattachés	<u>38,7</u>	<u>7,6</u>
Dettes de crédit-bail vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessel AS.....	12,1	12,8
Dettes de crédit-bail vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS.....	9,9	-
Dettes financières	<u>22,0</u>	<u>12,8</u>
Engagements des loyers futurs vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS.....	188,6	229,0
Engagements des loyers futurs vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessels AS.....	164,2	180,7
Engagements de prestations de services vis-à-vis de LDA, net.....	6,4	10,1
Engagements de prestations de services vis-à-vis de CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS....	239,6	-
Engagements hors-bilan	<u>598,8</u>	<u>419,8</u>

Louis Dreyfus Armateurs (« LDA ») fournit des services de gestion de flotte marine au Groupe. Par ailleurs, LDA est, avec CGGVeritas, actionnaire de Geomar, qui détient elle-même le navire sismique *Alizé*. Geomar fournit des services d'affrètement de navire à LDA.

Argas, Eidesvik Seismic Vessel AS, Oceanic Seismic Sessel AS, Gardline CGGV Pte Ltd, CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS, Veri-Illuq Geophysical Ltd, PTSC CGGV Geophysical Survey Company, Yamoria Geophysical Ltd, Spectrum ASA et PT Elnusa-CGGVeritas Seismic sont des sociétés mises en équivalence. Le Groupe détient une participation financière de 16% dans Tronic's.

NOTE 9 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 1^{er} juillet 2012, le Groupe a mis fin de façon anticipée au contrat d'affrètement du navire sismique *Geowave Commander* avec la société propriétaire du navire, Master and Commander AS. Cet accord prévoit des conditions suspensives devant être remplies avant le 1^{er} août 2012.

Le 13 juillet 2012, le contrat d'affrètement du navire sismique *Elnusa Finder* a été transféré de la joint-venture Pt Elnusa CGGVeritas Seismic à la société Exploration Investment Ressources II, filiale consolidée par intégration globale.

Le 20 juillet 2012, un accord préalable été conclu avec JSC SEVMORNEFTEGEOFIZIKA (SMNG) pour la création d'une alliance stratégique. A travers cet accord, CGGVeritas et SMNG aborderont conjointement le marché en fort développement de la sismique marine haut de gamme en Russie et en CEI et coordonneront ensemble dans le reste du monde leurs capacités marines disponibles.

PARTIE 2: PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS

Organisation du Groupe

Le Groupe est organisé depuis le 1^{er} juillet 2010 en cinq divisions et opère dans deux secteurs d'activité distincts :

- Le secteur des Services géophysiques qui regroupe :
 - les contrats Marine : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - les contrats Terrestre : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - le Traitement, l'Imagerie et le Réservoir : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client) ;
 - les Multi-clients : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive.
- Le secteur des Equipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Facteurs affectant les résultats des opérations

Environnement de marché des activités géophysiques

La demande globale des services géophysiques est dépendante des dépenses des sociétés pétrolières et gazières en matière d'exploration, de production, de développement et de gestion des champs pétroliers. Ces dépenses dépendent en partie des prix actuels et anticipés du pétrole et du gaz et de la capacité de nos clients, notamment les petits indépendants, à sécuriser le financement de leurs projets. En ce qui concerne l'offre d'études sismiques, les décisions d'ajustements de capacité se fondent sur l'estimation de la demande en services sismiques dans les prochains mois (études terrestres) et les deux à trois prochaines années (études marines). En conséquence, l'équilibre entre l'offre et la demande en services sismiques est impacté par les décisions prises lors des trois dernières années, basées sur une demande estimée et des niveaux de dépenses d'exploration des compagnies pétrolières et gazières.

Nous estimons que les perspectives à court terme du secteur de services géophysiques, tout particulièrement le secteur marine, sont marquées par une reprise continue de la demande qui doit répondre à la surcapacité du marché actuel et déclencher l'augmentation des prix en 2012.

Se référer au Document de Référence 2011 « Chapitre V – Perspectives » déposé auprès de l'AMF le 20 avril 2012.

Acquisitions et cessions

Le 17 janvier 2012, Sercel a acquis l'ensemble des actifs de Geophysical Research Company ("GRC") pour un montant de 66 millions de dollars US (y compris un earn-out de 17 millions de dollars US). Un écart d'acquisition provisoire de 21 millions de dollars US a été enregistré.

Basée à Tulsa, Oklahoma (USA) et créée en 1925 par Amerada Petroleum Corporation, GRC est un fournisseur de premier rang d'outils de puits et de sondes pour l'industrie pétrolière.

Le 27 mars 2012, le Groupe a procédé à l'apport de son navire sismique 3D de haute capacité *Amadeus* à la joint-venture vietnamienne PTSC - CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited. Cette joint-venture est détenue à hauteur de 51% par PTSC et 49% par CGGVeritas.

Nouveaux plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous conditions de performance

Le Conseil d'administration du 26 juin 2012 a décidé d'attribuer :

- 200 000 options de souscription d’actions au Directeur Général et 100 000 options à chacun des Directeurs Généraux Délégués. Le prix d’exercice desdites options est de 18,774 €. Les droits aux dites options sont acquis en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance. Les options ont une durée de 8 ans.
- 420 000 options de souscription d’actions aux membres du Comité Exécutif. Le prix d’exercice desdites options est de 18,774 €. Les droits aux dites options sont acquis en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance. Les options ont une durée de 8 ans.
- 590 625 options de souscription d’actions à certains salariés du Groupe. Le prix d’exercice desdites options est de 18,774 €. Les droits aux dites options sont acquis en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées). Les options ont une durée de 8 ans.
- 27 500 actions gratuites sous conditions de performance au Directeur Général, 11 250 actions gratuites sous conditions de performance à chacun des Directeurs Généraux Délégués, 57 000 actions gratuites sous conditions de performance aux membres du Comité Exécutif et 409 550 actions gratuites sous conditions de performance à certains salariés du Groupe. Ces actions gratuites sous conditions de performance seront allouées au plus tard le 26 juin 2014 ou à la date de l’Assemblée générale des actionnaires d’approbation des comptes 2013, et après constatation par le Conseil d’Administration de la réalisation des conditions de performance.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe au 1er juillet 2012 s’élevait à 1,3 milliards de dollars US.

Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commandes à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d’une période à venir.

Comparaison entre le 2^{ème} trimestre 2012 et le 2^{ème} trimestre 2011

Chiffre d’affaires

Le tableau ci-après présente les chiffres d’affaires consolidés par division et leur poids par rapport au chiffre d’affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes présentées :

	2^{ème} trimestre			
	2012		2011	
En millions de dollars US, excepté les pourcentages				
Contrat Marine.....	288,1	35%	241,7	32%
Contrat Terrestre	111,6	13%	81,1	11%
Traitement, Imagerie et Réservoir	113,2	14%	106,0	14%
Multi-client	86,5	10%	103,9	14%
Total Services.....	599,4	72%	532,7	71%
Equipements	231,6	28%	218,0	29%
Total	831,0	100%	750,7	100%

Le chiffre d’affaires consolidé du Groupe au 2^{ème} trimestre 2012 est en hausse 11% à 831,0 millions de dollars US contre 750,7 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

Services

Le chiffre d’affaires du secteur Services (à l’exclusion des ventes intra-groupe) a progressé de 13% au 2^{ème} trimestre 2012 à 599,4 millions de dollars US contre 532,7 millions de dollars US en 2011. L’amélioration de la performance opérationnelle marine, une saisonnalité plus favorable en terrestre et une activité traitement soutenue ont ainsi permis de compenser des ventes multi-clients en retrait ce trimestre.

Contrat Marine

Le chiffre d'affaires de la division contractuelle Marine s'est élevé au 2^{ième} trimestre 2012 à 288,1 millions de dollars US contre 241,7 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, soit une hausse de 19% principalement due à un meilleur taux d'utilisation de la flotte et d'un léger effet positif de l'augmentation des prix. Les taux de disponibilité et de production des navires ont été de 91% au cours du 2^{ième} trimestre 2012 contre respectivement 92% et 85% au cours du 2^{ième} trimestre 2011.

Au cours du 2^{ième} trimestre 2012, 83% de notre flotte était dédié aux contrats exclusifs contre 77% pour la période comparable en 2011.

Contrat Terrestre

Le chiffre d'affaires de la division contractuelle Terrestre a progressé de 38% au 2^{ième} trimestre 2012 à 111,6 millions de dollars contre 81,1 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, laquelle était exceptionnellement basse. Au cours du 2^{ième} trimestre 2012, 5 équipes ont travaillé en Amérique du Nord et 13 équipes dans le reste du monde dont 5 sur des projets en zones peu profondes et de transition notamment en Asie-Pacifique. La demande mondiale pour les opérations terrestres à grand nombre de canaux mais aussi en zone de transition et en acquisition fond de mer reste forte.

Traitement, Imagerie et Réservoir

Le chiffre d'affaires de la division Traitement, Imagerie & Réservoir est en progression de 7% au 2^{ième} trimestre 2012 à 113,2 millions de dollars US contre 106,0 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. La demande en traitement haut de gamme se renforce, soutenue par les études d'acquisition terrestre et marine en mode haute résolution et par le développement commercial de la technologie Broadseis. L'activité reste également soutenue dans les grands centres internationaux et le carnet de commandes est à un niveau record à fin juin.

Multi-client

Le chiffre d'affaires de la division Multi-client est en recul de 17% à 86,5 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2012 contre 103,9 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Cette baisse est essentiellement due à notre activité multi-client marine.

Les revenus des librairies de données multi-clients marine baissent de 34% à 51,8 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2012 contre 78,0 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Nous avons opéré au large du Brésil et en Angola, où il a été démarré un programme multi-client sur le bloc 22. Les préfinancements, avec un taux de 50%, se sont élevés à 20,2 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2012 contre 11,8 millions de dollars US pour la période comparable en 2011 s'expliquant par le report d'un trimestre à l'autre de la conclusion formelle de décisions d'engagement prises par certains clients. Les revenus des après-ventes ont chuté comme attendu, et en amont de la mise aux enchères des blocs qui s'est tenue fin juin dans la Golf du Mexique et après deux forts trimestres consécutifs de ventes, de 53% au 2^{ième} trimestre 2012 à 31,6 millions de dollars US contre 66,9 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

Les revenus des librairies de données multi-clients terrestre sont en hausse de 34% à 34,7 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2012 contre 25,9 millions de dollars US pour la période comparable en 2011 avec la poursuite de notre programme dans le bassin de Marcellus et un programme en Alaska. Les préfinancements de la librairie des données multi-clients terrestre, avec un taux de 60%, se sont élevés à 24,9 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2012 contre 15,4 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Les revenus des après-ventes reculent de 7% à 9,8 millions au 2^{ième} trimestre 2012 contre 10,5 millions de dollars US pour la période comparable en 2011 avec une demande toujours faible.

Equipements

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, y compris les ventes intra-groupe, a progressé de 7% au 2^{ième} trimestre 2012 à 285,2 millions de dollars US contre 266,3 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Sercel a tout particulièrement bénéficié d'un volume très élevé de ventes de matériels terrestres, notamment pour les équipes à grand nombre de canaux. Le succès commercial du système d'acquisition sans fil UNITE se confirme avec notamment une pénétration accrue sur le marché de l'Amérique du Nord. Les deux premières équipes 428XL à grand nombre de traces équipées de la technologie Giga Transverse ont démarré avec succès leurs opérations au Moyen-Orient. Les premières livraisons de la dernière génération de streamer solide Sentinel, le Sentinel RD, sont intervenues fin juin. Les ventes intra-groupe ont représenté 19% des ventes totales de Sercel au second trimestre 2012.

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, à l'exclusion des ventes intra-groupe, a progressé de 6% en passant de 218,0 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2011 à 231,6 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2012.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en hausse de 1% à 654,1 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2012 contre 648,1 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élèvent à 79% au 2^{ième} trimestre 2012, contre 86% pour la période comparable en 2011. La marge brute d'exploitation a progressé de 72% à 177,8 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2012 contre 103,4 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2011, représentant respectivement 21% et 14% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement, ont augmenté de 27% à 22,7 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2012 contre 17,9 millions de dollars US au 1er trimestre 2011, représentant respectivement 3% et 2% du chiffre d'affaires.

Les dépenses commerciales et de marketing ont augmenté de 13% à 24,6 millions de dollars au 2^{ième} trimestre 2012 contre 21,7 millions de dollars US au cours de la période comparable en 2011.

Les dépenses administratives et générales sont en baisse de 6% au 2^{ième} trimestre 2012 à 45,8 millions de dollars US contre 48,7 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales se sont élevées à 5,5% au 2^{ième} trimestre 2012 contre 6,5% au 2^{ième} trimestre 2011.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation au 2^{ième} trimestre 2012 s'élève à 84,6 millions de dollars US contre 14,8 millions pour la période comparable en 2011 pour les raisons décrites plus haut.

Le résultat d'exploitation du secteur Services au 2^{ième} trimestre 2012 s'élève à 19,3 millions de dollars US contre une perte de 29,1 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipements au 2^{ième} trimestre 2012 a progressé de 21% à 91,7 millions de dollars US contre 75,6 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

Résultat financier

Le coût net de l'endettement financier baisse de 24% à 38,7 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2012 contre 50,9 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, laquelle incluait l'amortissement accéléré de frais d'émission relatif au remboursement le 2 juin 2011 du crédit senior Term loan B de 508 millions de dollars US.

Les autres produits financiers au 2^{ième} trimestre 2012 s'élevaient à 4,7 millions de dollars US contre une charge de 3,7 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2011, résultant essentiellement de variations de change.

Impôts

La charge d'impôts au 2^{ième} trimestre 2012 s'est élevée à 26,9 millions de dollars US contre 4,2 millions de dollars US pour la période 2011 comparable, principalement en raison de l'augmentation du résultat avant impôts.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevé à 10,1 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2012 contre 5,7 millions de dollars US au 2^{ième} trimestre 2011, principalement lié à la contribution d'Argas, la joint venture du Groupe en Arabie Saoudite, atteignant un taux record de productivité.

Résultat net

Le résultat net au 2^{ième} trimestre 2012 s'élève à 33,8 millions de dollars US contre une perte nette de 38,3 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Comparaison entre le 1^{er} semestre 2012 et le 1^{er} semestre 2011

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires consolidés par division et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes sous revue :

	Au 30 juin			
	2012		2011	
En millions de dollars US, excepté les pourcentages				
Contrat Marine.....	477,0	29%	440,9	30%
Contrat Terrestre	234,5	15%	240,6	16%
Traitement, Imagerie et Réservoir	218,8	14%	205,8	14%
Multi-client	200,2	12%	178,3	12%
Total Services.....	1 130,5	70%	1 065,6	72%
Equipements	487,1	30%	413,7	28%
Total	1 617,6	100%	1 479,3	100%

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 1^{er} semestre 2012 s'élève à 1 617,6 millions de dollars US, en progression de 9% par rapport à celui de la période 2011 comparable, soit 1 479,3 millions de dollars US. Cette hausse est attribuable à nos deux segments.

Services

Le chiffre d'affaires du segment Services (à l'exclusion des ventes intra-groupe) a progressé de 6% au 1^{er} semestre 2012 à 1 130,5 millions de dollars US par rapport à 1 065,6 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

Contrat marine

Le chiffre d'affaires de la division contractuelle marine a progressé au 1^{er} semestre 2012 de 8% à 477,0 millions de dollars US par rapport à 440,9 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, principalement dû à une meilleure performance opérationnelle de notre flotte et à une augmentation de prix qui s'est matérialisée en juin 2012.

Contrat Terrestre

Le chiffre d'affaires de la division contractuelle terrestre s'élève au 1^{er} semestre 2012 à 234,5 millions de dollars US, en baisse de 3% par rapport à celui de la période comparable en 2011, soit 240,6 millions de dollars US.

Traitement, Imagerie & Réservoir

Le chiffre d'affaires de la division Traitement, Imagerie & Réservoir augmente de 6% au 1^{er} semestre 2012 à 218,8 millions de dollars US contre 205,8 millions de dollars US pour la période 2011, soutenu par une demande durable en imagerie haut de gamme et par le niveau important d'activité de nos principaux centres.

Multi-client

Le chiffre d'affaires de la division Multi-client est en hausse de 12% à 200,2 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 par rapport à 178,3 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, principalement dû aux préfinancements de nos programmes multi-client marine.

Les revenus de la librairie de données multi-clients marine ont augmenté de 13% à 138,4 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 par rapport à 122,6 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Les préfinancements, avec un taux de 46%, sont en hausse de 42% à 41,8 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 contre 29,4 millions pour la période comparable en 2011. Les après-ventes progressent de 4% à 96,6 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 par rapport à 93,1 millions au 1^{er} semestre 2011.

Les revenus des librairies de données multi-clients terrestre ont progressé de 11% à 61,8 millions de dollars US au 1er semestre 2012 par rapport à 55,7 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Les préfinancements, avec un taux de 70%, ont augmenté de 23% à 45,8 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 par rapport à 37,2 millions de dollars US pour la période 2011 comparable. Les après-ventes, en baisse de 13%, se sont élevées à 16,1 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 contre 18,5 millions de dollars US pour la période comparable en 2011 avec des prix du gaz toujours faibles.

Equipements

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, y compris les ventes intra-groupe, a progressé de 17% à 633,0 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 contre 541,3 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, principalement soutenu par les ventes de produits terrestres avec, notamment, l'équipement d'études à grand nombre de canaux.

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, à l'exclusion des ventes intra-groupe, a progressé de 18% en passant de 413,7 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2011 à 487,1 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, augmentent de 2% à 1 303,3 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 par rapport à 1 281,0 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élèvent à 81% au 1^{er} semestre 2012 contre 87% pour la période comparable en 2011. La marge brute d'exploitation progresse de 58% à 316,4 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 contre 200,0 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2011, représentant respectivement 20% et 14% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement, en hausse de 17%, s'élèvent au 1^{er} semestre 2012 à 44,5 millions de dollars US contre 38,0 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2011, soit 3% du chiffre d'affaires semestriel pour les deux périodes.

Les dépenses marketing et commerciales se sont élevées au 1^{er} semestre 2012 à 46,6 millions de dollars US contre 40,2 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, soit une hausse de 16%.

Les dépenses administratives et générales se sont élevées au 1er semestre 2012 à 92,9 millions de dollars US par rapport 95,7 millions de dollars US de la période comparable en 2011, soit une baisse de 3%. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales se sont élevées à 5,7% au 1^{er} semestre 2012 contre 6,5% au 1^{er} semestre 2011.

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 6,0 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012, incluant les effets de l'apport du navire sismique *Amadeus* réalisé dans le cadre de la constitution de notre joint-venture vietnamienne avec PTSC au cours du 1^{er} trimestre. Les autres produits d'exploitation au 1^{er} semestre 2011 s'élevaient à 11,8 millions de dollars US et étaient principalement dus au gain réalisé lors des échanges d'actifs finalisés avec la société norvégienne Norfield en janvier 2011.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation au 1^{er} semestre 2012 est en hausse à 138,4 millions de dollars US contre 37,9 millions de dollars US pour la période 2011 comparable pour les raisons décrites ci-dessus.

Le résultat d'exploitation du segment Services au 1^{er} semestre 2012 s'est élevé à 11,6 millions de dollars US contre une perte de 55,1 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

Le résultat d'exploitation du segment Equipements au 1^{er} semestre 2012 s'est élevé à 207,2 millions de dollars US contre 170,3 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

Résultat financier

Le coût net de l'endettement financier a baissé de 19% à 77,3 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 contre 95,3 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, laquelle incluait l'amortissement accéléré des frais d'émission de l'emprunt Senior de 530 millions de dollar US à 7 ½% à échéance 2015 et du crédit senior Term loan B remboursés par anticipation.

Les autres produits financiers au 1^{er} semestre 2012 se sont élevés à 1,4 millions de dollars US contre 18,4 millions lors de la période comparable en 2011 résultant principalement du paiement d'une pénalité de 19 millions de dollar US pour

remboursement anticipé suite à l'emprunt Senior à échéance 2015, tel que décrit plus haut.

Impôts

Les charges d'impôts se sont élevées à 45,9 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 contre 7,1 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2011.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevé à 13,7 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 contre 7,7 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2011. Cette hausse est principalement attribuable à Argas, la joint-venture du Groupe en Arabie Saoudite.

Résultat net

Le résultat net au 1^{er} semestre 2012 s'est élevé à 30,3 millions de dollars US contre une perte nette de 75,2 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-dessus.

Ressources et besoins financiers

Nos principaux besoins financiers sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels (en particulier les opérations de réparations et d'amélioration de nos navires sismiques), des investissements dans les études multi-clients, et des opérations d'acquisition.

Les opérations d'exploitation courantes ainsi que le service d'intérêts de la dette sont financés par les flux de trésorerie provenant de l'exploitation. La capacité du Groupe à effectuer des remboursements réguliers du principal des emprunts, à payer d'éventuels intérêts exceptionnels, à restructurer son endettement, ou à financer ses investissements dépendra de ses performances futures, qui, dans une certaine mesure, restent liées aux facteurs économiques, financiers, de compétitivité, juridiques et réglementaire. Le Groupe considère que l'excédent de trésorerie provenant de l'exploitation, les ressources financières additionnelles générées par les émissions d'obligations et par les conventions de crédit renouvelables (79 millions de dollars pour le crédit US et 200 millions de dollars US pour le crédit France) suffiront à couvrir ses besoins en liquidité pour les douze prochains mois.

Exploitation

L'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation s'est élevé à 296,1 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 contre 360,2 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2011.

Avant variation du besoin en fonds de roulement, l'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation s'est élevé à 361,2 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 par rapport à 230,8 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2011. La variation du besoin en fonds de roulement sur le 1^{er} semestre 2012 a eu un effet négatif de 65,1 millions de dollars US contre un effet positif de 129,4 millions de dollars US sur la période 2011 comparable principalement en raison des créances client.

Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'est élevé à 410,1 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 contre 228,1 millions de dollars US pour la période 2011 comparable.

Le 17 janvier 2012, Sercel a acquis l'ensemble des actifs de GRC pour un montant net ajusté de trésorerie acquise de 52,5 millions de dollars US, après un paiement initial de 49,7 millions de dollars US et un complément de 2,8 millions de dollars US en avril 2012.

Au cours du 1^{er} semestre 2012, les investissements industriels se sont élevés à 213,2 millions de dollars US, et sont principalement relatifs à la mise à niveau du navire sismique *Oceanic Champion* et à l'acquisition d'équipements terrestres. Au 1^{er} semestre 2011, les investissements industriels s'élevaient à 157,1 millions de dollars US, correspondant principalement à la mise à niveau des navires sismiques *Oceanic Phoenix* et *Oceanic Endeavour*.

Le Groupe a également investi 157,4 millions de dollars US dans la bibliothèque d'études multi-clients au 1^{er} semestre 2012, principalement en offshore brésilien et angolais, ainsi qu'en onshore aux Etats Unis, contre 82,7 millions de dollars US pour la période comparable de 2011.

Au 30 juin 2012, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients s'élevait à 560,3 millions de dollars US contre 526,5 millions de dollars US au 31 décembre 2011.

Financement

Les flux de trésorerie utilisés aux opérations de financement se sont élevés à 93,8 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2012 contre 71,9 millions de dollars US pour la période 2011 comparable.

Le 27 janvier 2011, le Groupe avait procédé à l'émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance du 1er janvier 2016 d'un montant nominal de 360 millions d'euros.

En mars et mai 2011, le Groupe avait procédé au remboursement de l'intégralité de l'emprunt Senior portant intérêt au taux de 7,5% et à échéance 2015.

Le 31 mai 2012, la Groupe avait émis par placement privé international un emprunt obligataire d'un nominal de 650 millions de dollars à échéance 2021 et portant intérêt au taux de 6.5%.

Le 2 juin 2011, le Groupe avait procédé au remboursement du crédit senior Term Loan B de 508 millions de dollars U.S.

Dette financière nette

La dette financière nette au 30 juin 2012 s'élevait à 1 599,6 millions de dollars US contre 1 410,7 millions de dollars US au 31 décembre 2011.

Le ratio dette financière nette sur capitaux propres s'élevait à 42% au 30 juin 2012 contre 37% au 31 décembre 2011.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières, les dettes financières à long terme ; et la dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement. La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 30 juin 2012 et 31 décembre 2011 :

En millions de dollars US	30 juin 2012	31 décembre 2011
Concours bancaires court terme	4,1	6,0
Dettes financières – part court terme	54,8	64,5
Dettes financières long terme	1 859,5	1 871,6
Dette financière brute	1 918,4	1 942,1
Moins disponibilités et titres de placement court terme	(318,8)	(531,4)
Dette financière nette	1 599,6	1 410,7

Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir la section «Ressources Financières » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

EBITDAS

L'EBITDAS s'est élevé à 440,0 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2012 contre 304,7 millions de dollars US pour la période comparable de 2011, représentant respectivement 27% et 21% du chiffre d'affaires.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières taxes, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-client, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur EBITDAS différemment. L'EBITDAS ne mesure pas la performance financière en IFRS ou en U.S. GAAP et ne doit pas être considéré comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS ou en U.S. GAAP.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les Flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	30 juin	
	2012	2011
EBITDAS	440,0	304,7
Autres produits (charges) financiers	1,4	(18,4)
Augmentation (diminution) des provisions	(10,8)	(9,4)
(Plus) et moins values de cessions d'actif.....	(7,9)	(4,6)
Dividendes reçus	22,1	6,9
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	0,8	0,5
Impôt décaissé	(84,4)	(48,9)
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	(39,7)	207,0
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(27,9)	(45,8)
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants.....	(4,8)	20,2
Augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	52,4	(52,7)
Augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(51,4)	1,7
Impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	6,3	(1,0)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	296,1	360,2

Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 30 juin 2012 :

En millions de dollars US	Paiements dus par période				Total
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	
Dettes à long terme	15,4	23,3	1 187,0	616,8	1 842,5
Obligations issues des crédits-baux	30,2	29,1	26,9	63,3	149,5
Obligations issues des locations simples ^(a)	238,2	333,3	288,3	393,5	1 253,3
- Contrat d'affrètement coque-nue des navires	182,1	249,4	228,2	319,0	978,7
- Autres obligations issues des locations simples	56,1	83,9	60,1	74,5	274,6
Autres obligations à long terme (intérêts)	115,8	230,2	188,0	169,0	703,0
Total Obligations contractuelles ^(b)	399,6	615,9	1 690,2	1 242,6	3 948,3

(a) Inclut le contrat Marine d'une durée de 5 ans signé avec Bourbon pour six nouveaux navires et le contrat d'affrètement du navire sismique Elnusa Finder transféré le 13 juillet 2012.

(b) Les paiements en devises sont convertis en dollar US au taux de change du 30 juin 2012

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

Principales différences entre les IFRS et les US GAAP sur l'EBITDAS

Les principales différences entre les IFRS et les US GAAP concernant l'EBITDAS sont relatives au traitement des plans de retraite et des coûts de développement.

Plan de retraite

Conformément à l'exemption offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS », CGGVeritas a retenu l'option de présenter les écarts actuariels non comptabilisés au 1^{er} janvier 2004 dans les capitaux propres. Selon le référentiel US GAAP, cette exemption n'est pas applicable, ce qui génère une différence provenant de l'amortissement des écarts actuariels comptabilisé dans le compte de résultat.

Selon le référentiel IFRS, en conformité avec “IAS 19 – révisée”, les écarts actuariels sont reconnus dans l’état du compte de résultat étendu.

Selon le référentiel US GAAP, le Groupe applique FAS 158 “Employers’ Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plan, an amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106, and 132(R)”, applicable pour les exercices clos à compter du 15 décembre 2006, les gains et les pertes sont amortis sur la période résiduelle d’emploi au cours de laquelle les avantages seront perçus, et sont reconnus dans le compte de résultat.

Coûts de développement

Selon le référentiel IFRS, les dépenses de développement doivent être inscrites à l’actif, en immobilisations incorporelles à condition qu’elles répondent aux critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s’y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles et

Selon les normes US GAAP, toutes les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l’exercice auquel elles se rapportent.

Rapprochement de l’EBITDAS avec les US GAAP

(non audité)	30 juin	
	2012	2011
En millions de dollars US		
EBITDAS	440,0	304,7
Effets des écarts actuariels sur les plans de retraite	–	(0,1)
Annulation des frais de développement capitalisés en IFRS	(14,1)	(9,9)
EBITDAS selon les US GAAP	425,9	294,7

PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES

Il n’y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.